



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 24

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune d'Aire-sur-la-Lys

Société Imprimerie Mordacq

Arrêté du -5 FEV. 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 26 novembre 2007 modifié par l'arrêté du 20 mai 2021 autorisant la société Imprimerie Mordacq, dont le siège social est situé dans la zone industrielle du Petit Neufpré à Aire-sur-la-Lys (62120), à exploiter une imprimerie située à la même adresse ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu l'article L.181-14 du Code de l'environnement qui dispose :

- « Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-31. »

Vu la visite de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée sur le site le 10 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 24 novembre 2025 suite à la visite du 10 octobre 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure du 25 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- Lors de la visite du 10 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - Les installations visées par la rubrique n°2450 ont évoluées :
 - une rotative Rotoman a été supprimée,
 - une nouvelle rotative de type feuille à feuille HEIDELBERG XL75 (sans sécheur thermique) est exploitée.
- Ces constats constituent une modification à minima notable du dossier de demande d'autorisation environnementale sans avoir préalablement été portée à la connaissance du préfet constituant un manquement aux dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;
- Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Imprimerie Mordacq de respecter les prescriptions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : Objet

La société Imprimerie Mordacq, dont le siège social est situé dans la zone industrielle du Petit Neufpré à Aire-sur-la-Lys (62120) et qui exploite une imprimerie située à la même adresse, est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Saint-Omer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Imprimerie Mordacq et dont une copie sera transmise à la mairie d'Aire-sur-la-Lys

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société Imprimerie Mordacq ;
- à la sous-préfète de Saint-Omer ;
- au maire d'Aire-sur-la-Lys ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD du Littoral.